**Délibération instituant le régime Indemnitaire tenant compte des**

**Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel (RIFSEEP)**

***Modèle de délibération à adapter pour tous les cadres d’emplois transposables***

***au 1er octobre 2017***

***Les mentions en italique rouge constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de la délibération. Ils doivent être supprimés de la délibération définitive.***

Le ... *(date)*, à ... *(heure)*, en ... *(lieu)* se sont réunis les membres du Conseil Municipal *(ou autre assemblée)*, sous la présidence de ..., convoqués le …,

Etaient présents :

Etaient absent*(s)* excusé*(s)* :

Le secrétariat a été assuré par :

**Le Conseil Municipal *(ou d’Administration ou autre assemblée),***

**Sur rapport de Monsieur le Maire *(ou le Président)*,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment L. 712-1 et L. 714-4 à L. 714-13 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l’application du premier alinéa de l’article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-513 modifié du 20 mai 2014 portant création du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise et de l’Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d’Etat ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l’appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l’arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu l’avis du comité social territorial en date du … *(****Rappel****:* ***il est impératif d’obtenir l’avis du comité social territorial compétent avant de délibérer****)*

À compter du …, il est proposé à l’assemblée délibérante d’instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP.

Ce régime indemnitaire se compose de deux parties :

* une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l’expertise (IFSE) qui vise à valoriser l’exercice des fonctions et constitue l’indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d’une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d’autre part, sur la prise en compte de l’expérience professionnelle ;
* un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l’engagement professionnel et de la manière de servir.

\*\*\*\*\*

**Pour information :**

Les services de la Préfecture de l’Oise considèrent qu’il n’est pas possible d’instaurer le RIFSEEP autrement qu’en deux parts (IFSE+CIA) et que l’article L. 714-4 du code général de la fonction publique rend obligatoire la détermination des plafonds applicables à chacune de ces parts).

\*\*\*\*\*

Il a pour finalité de :

* prendre en compte la place des agents dans l’organigramme de la collectivité *(établissement public)* et reconnaître les spécificités de certains postes ;
* susciter l’engagement et valoriser l’expérience professionnelle des agents ;
* donner une lisibilité et davantage de transparence ;
* renforcer l’attractivité de la collectivité *(établissement public)* ;
* fidéliser les agents ;
* favoriser une équité de rémunération entre filières ;
* …………………… *(à compléter si nécessaire)*

1. **Bénéficiaires** *(à préciser selon les choix de la collectivité)*

* Agents titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet, temps partiel,
* ***Le cas échéant****: Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel exerçant les fonctions du cadre d’emplois concerné (possibilité de définir une condition d’ancienneté)*

Les agents contractuels de droit privé *(****le cas échéant****: et de droit public)* ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

Les cadres d’emplois concernés par le RIFSEEP sont *(sélectionner les cadres d’emplois concernés dans la collectivité)* :

* *Les administrateurs,*
* *Les attachés,*
* *Les secrétaires de mairie,*
* *Les rédacteurs,*
* *Les adjoints administratifs,*
* *Les ingénieurs en chef,*
* *Les ingénieurs,*
* *Les techniciens,*
* *Les agents de maîtrise,*
* *Les adjoints techniques,*
* *Les conseillers socio-éducatifs,*
* *Les assistants socio-éducatifs,*
* *Les ATSEM,*
* *Les agents sociaux,*
* *Les directeurs d’établissement d’enseignement artistique,*
* *Les conservateurs du patrimoine,*
* *Les conservateurs de bibliothèques*
* *Les attachés de conservatoire du patrimoine,*
* *Les bibliothécaires,*
* *Les assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques,*
* *Les adjoints du patrimoine,*
* *Les conseillers des activités physiques et sportives,*
* *Les éducateurs des activités physiques et sportives,*
* *Les opérateurs des activités physiques et sportives,*
* *Les animateurs,*
* *Les adjoints d’animation,*
* *Les médecins,*
* *Les biologistes, vétérinaires et pharmaciens,*
* *Les psychologues,*

**\*\*\*\*\***

**Pour rappel**

Le RIFSEEP devait être généralisé à l’ensemble des cadres d’emplois de la Fonction Publique Territoriale au 1er janvier 2017. Toutefois, les parutions du décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 et de l’arrêté 27 décembre 2016 précités ont modifié le calendrier de mise en œuvre du RIFSEEP.

**Des cadres d’emplois sont pour l’instant concernés par des équivalences provisoires leur permettant de percevoir le RIFSEEP.**

Les arrêtés d’application nécessaires pour mettre en œuvre le dispositif ne sont pas encore parus pour certains corps de référence de l’Etat.

Aussi, afin d’étendre le dispositif, des équivalences provisoires sont établies avec les corps de l’Etat, fixées à l’annexe 2 du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 (article 1er et annexe 2).

Le régime indemnitaire peut donc être versé aux membres des filières et cadres d’emplois suivants :

* Les adjoints techniques des établissements d’enseignement,
* Les éducateurs de jeunes enfants,
* Les sages-femmes,
* Les cadres de santé paramédicaux,
* Les cadres de santé infirmiers et techniciens paramédicaux (en voie d’extinction),
* Les puéricultrices cadres territoriaux de santé (en voie d’extinction),
* cadres territoriaux de santé infirmiers et techniciens paramédicaux,
* Les puéricultrices territoriales (catégorie sédentaire et catégorie active en voie d’extinction),
* Les infirmiers territoriaux en soins généraux,
* professeurs territoriaux d’enseignement artistique,
* Les moniteurs-éducateurs et intervenants familiaux,
* Les infirmiers territoriaux (en voie d’extinction),
* Les techniciens paramédicaux territoriaux,
* Les aides soignants,
* Les auxiliaires de puériculture territoriaux,
* Les auxiliaires de soins territoriaux,
* Les pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens, orthoptistes, techniciens de laboratoire médical, manipulateurs d'électroradiologie médicale, préparateurs en pharmacie hospitalière et diététiciens,
* Les masseurs-kinésithérapeutes et orthophonistes

**Des cadres d’emplois ne sont pour l’heure pas concernés par le RIFSEEP même avec les équivalences provisoires.**

Les cadres d’emplois sont les suivants :

* Les directeurs de police municipale,
* Les chefs de service de police municipale,
* Les agents de police municipale,
* Les gardes champêtres,

Pour ces cadres d’emplois, un régime indemnitaire spécifique leur est prévu avec l’indemnité spéciale des fonctions et d’engagement consacrée par le décret n° 2024-614 du 20 juin 2024.

* Les professeurs d’enseignement artistique,
* Les assistants d’enseignement artistique.

**\*\*\*\*\***

1. **Détermination des groupes de fonctions et des montants plafonds :**

Chaque part du RIFSEEP (IFSE et CIA) correspond à un montant fixé par la collectivité dans la limite des plafonds déterminés dans la présente délibération et applicables aux fonctionnaires de l’Etat, conformément aux dispositions de l’article L. 714-5 du code général de la fonction publique « *Lorsque les services de l'Etat servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat* ».

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximum spécifiques.

Le montant annuel attribué individuellement est fixé par arrêté de l’autorité territoriale.

Les groupes de fonctions sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

* Des fonctions d’encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :
  + *Responsabilité d’encadrement direct, de coordination, de projet,*
  + *Responsabilité de formation d’autrui,*
  + *Ampleur du champ d’action (en nombre de mission, en valeur).*
* De la technicité, de l’expertise ou de la qualification nécessaire à l’exercice des fonctions :
  + *Niveau de qualification requis (niveau de diplôme),*
  + *Connaissances (de niveau élémentaire à expertise),*
  + *Autonomie, initiative,*
  + *Difficulté et complexité des taches (exécution simple ou interprétation).*
* Des sujétions particulières ou du degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel :
  + *Horaires atypiques,*
  + *Responsabilité financière,*
  + *Effort physique,*
  + *Relations internes et ou externes.*

*(****Rappel****: les critères professionnels définis ci-dessus ne sont que des exemples, la collectivité doit, dans la mesure du possible, choisir des critères objectifs pour répartir l’ensemble des emplois dans des groupes de fonctions)*

**Pour les catégories A :**

* **Cadre d’emplois des administrateurs territoriaux**

**Arrêté du 23 novembre 2022 pris pour l’application au corps des administrateurs de l’Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat**

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertise et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des administrateurs territoriaux est réparti en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global FPE**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Direction d’une collectivité* | **…** | **…** | **78 750 €** |
| **G 2** | *Direction d’un groupe de services* | **…** | **…** | **71 500 €** |
| **G 3** | *Direction d’un service* | **…** | **…** | **64 000 €** |
| **G**  **4** |  | **…** | **…** | **56 750 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des attachés territoriaux et des secrétaires de mairie de catégorie A**

**Vu les arrêtés du 3 juin 2015 et du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertise et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des attachés territoriaux et des secrétaires de mairie de catégorie A est réparti en 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Direction d’une collectivité / secrétariat de mairie catégorie A* | **…** | **…** | **28 700 €** | **42 600 €** |
| **G 2** | *Direction adjointe d’une collectivité Responsable de plusieurs services* | **…** | **…** | **22 875 €** | **37 800 €** |
| **G 3** | *Responsable d’un service* | **…** | **…** | **18 820 €** | **30 000 €** |
| **G 4** | *Adjoint responsable de service / expertise / fonction de coordination ou de pilotage* | **…** | **…** | **14 760 €** | **24 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs**

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l’application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l’Etat ainsi qu’à l’emploi d’inspecteur technique de l’action sociale des administrations de l’Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Direction d’une structure / responsable d’un ou plusieurs services* | **…** | **…** | **30 000 €** |
| **G 2** | *Encadrement de proximité et d’usagers / sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **24 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des ingénieurs en chef**

Arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Direction d’une collectivité / secrétariat de mairie catégorie A* | **…** | **…** | **52 920 €** | **67 200 €** |
| **G 2** | *Direction adjointe d’une collectivité Responsable de plusieurs services* | **…** | **…** | **46 310 €** | **58 800 €** |
| **G 3** | *Responsable d’un service* | **…** | **…** | **43 470 €** | **55 200 €** |
| **G 4** | *Adjoint responsable de service / expertise / fonction de coordination ou de pilotage* | **…** | **…** | **39 220 €** | **49 800 €** |

* **Cadre d’emplois des ingénieurs**

Arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe et du 2e groupe des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Direction d’une collectivité / secrétariat de mairie catégorie A* | **…** | **…** | **41 130 €** | **55 200 €** |
| **G 2** | *Direction adjointe d’une collectivité Responsable de plusieurs services* | **…** | **…** | **35 310 €** | **47 400 €** |
| **G 3** | *Responsable d’un service* | **…** | **…** | **31 540 €** | **42 350 €** |
| **G 4** | *Adjoint responsable de service / expertise / fonction de coordination ou de pilotage* | **…** | **…** | **27 565 €** | **37 000 €** |

* **Cadre d’emplois des médecins territoriaux**

Arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *…* | **…** | **…** | **50 800 €** |
| **G 2** | *…* | **…** | **…** | **45 000 €** |
| **G 3** | *…* |  |  | **37 500 €** |

* **Cadre d’emplois des psychologues territoriaux**

Arrêté du 8 mars 2022 portant application au corps des psychologues du ministère de la justice du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *…* | **…** | **…** | **30 000 €** |
| **G 2** | *…* | **…** | **…** | **24 000 €** |

* **Cadre d’emplois des conservateurs du patrimoine**

Arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l’application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global de la FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *…* | **…** | **…** | **34 090 €** | **55 200 €** |
| **G 2** | *…* | **…** | **…** | **29 720 €** | **47 400 €** |
| **G 3** | *…* | **…** | **…** | **25 030 €** | **40 530 €** |
| **G 4** | *…* | **…** | **…** | **22 848 €** | **37 000 €** |

* **Cadre d’emplois des conservateurs de bibliothèques**

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *…* | **…** | **…** | **40 000 €** |
| **G 2** | *…* | **…** | **…** | **37 000 €** |
| **G 3** | *…* |  |  | **35 000 €** |

* **Cadre d’emplois des attachés de conservation du patrimoine**

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *…* | **…** | **…** | **35 000 €** |
| **G 2** | *…* | **…** | **…** | **32 000 €** |

* **Cadre d’emplois des bibliothécaires territoriaux**

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *…* | **…** | **…** | **35 000 €** |
| **G 2** | *…* | **…** | **…** | **32 000 €** |

* **Cadre d’emplois des conseillers des activités physiques et sportives**

Arrêté du 5 octobre 2023 pris pour l'application au corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *…* | **…** | **…** | **33 882 €** |
| **G 2** | *…* | **…** | **…** | **27 058 €** |

* **Cadre d’emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs**

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l’application au corps des assistants de service social des administrations de l’Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant**  **plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Responsable de structure / expertise / fonction de coordination ou de pilotage* | **…** | **…** | **22 920 €** |
| **G 2** | *Encadrement de proximité et d’usagers / sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **18 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des directeurs d’établissement d’enseignement artistiques**

Vu l’arrêté du 5 juillet 2024 pris pour l'application au corps des personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonction correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertise et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des directeurs d’établissement d’enseignement artistique est réparti en 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | **…** | **…** | **35 226 €** | **44 731 €** |
| **G 2** | **…** | **…** | **31 257 €** | **39 691 €** |
| **G 3** | **…** | **…** | **24 806 €** | **31 500 €** |
| **G 4** | **…** | **…** | **19 845 €** | **25 200 €** |

**Pour les catégories B :**

* **Cadre d’emplois des rédacteurs territoriaux**

Vu l’arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonction correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertise et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des rédacteurs territoriaux est réparti en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global de la FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Direction d’une structure / responsable de pôle, d’un ou plusieurs services / secrétaire de mairie* | **…** | **…** | **10 410 €** | **19 860 €** |
| **G 2** | *Adjoint au responsable de structure / expertise / fonction de coordination ou de pilotage /chargé de mission* | **…** | **…** | **9 405 €** | **18 200 €** |
| **G 3** | *Encadrement de proximité, d’usagers / assistant de direction / gestionnaire* | **…** | **…** | **8 665 €** | **16 645 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des animateurs territoriaux**

Vu l’arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des animateurs territoriaux est réparti en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Direction d’une structure / responsable de pôle, d’un ou plusieurs services* | **…** | **…** | **10 410 €** | **19 860 €** |
| **G 2** | *Adjoint au responsable de structure / expertise / fonction de coordination ou de pilotage /chargé de mission* | **…** | **…** | **9 405 €** | **18 200 €** |
| **G 3** | *Encadrement de proximité, d’usagers* | **…** | **…** | **8 665 €** | **16 645 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives**

Vu l’arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les éducateurs des activités physiques et sportives.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonction correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives est réparti en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Direction d’une structure / responsable de pôle, d’un ou plusieurs services* | **…** | **…** | **10 410 €** | **19 860 €** |
| **G 2** | *Adjoint au responsable de structure / expertise / fonction de coordination ou de pilotage /chargé de mission* | **…** | **…** | **9 405 €** | **18 200 €** |
| **G 3** | *Encadrement de proximité, d’usagers* | **…** | **…** | **8 665 €** | **16 645 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des techniciens territoriaux**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Direction d’une structure / responsable de pôle, d’un ou plusieurs services* | **…** | **…** | **16 440 €** | **22 340 €** |
| **G 2** | *Adjoint au responsable de structure / expertise / fonction de coordination ou de pilotage /chargé de mission* | **…** | **…** | **15 540 €** | **21 115 €** |
| **G 3** | *Encadrement de proximité, d’usagers* | **…** | **…** | **14 635 €** | **19 885 €** |

* **Cadre d’emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques**

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant**  **plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Responsable de structure / expertise / fonction de coordination ou de pilotage* | **…** | **…** | **19 000 €** |
| **G 2** | *Encadrement de proximité et d’usagers / sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **17 000 €** |

* **Cadre d’emplois des éducateurs des activités physiques et sportives**

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *…* | **…** | **…** | **19 860 €** | **10 410 €** |
| **G 2** | *…* | **…** | **…** | **18 200 €** | **9 405 €** |
| **G 3** | *…* | **…** | **…** | **16 645 €** | **8 665 €** |

**Pour les catégories C :**

* **Cadre d’emplois des adjoints administratifs territoriaux**

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des adjoints administratifs territoriaux est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Encadrement de proximité et d’usagers / secrétaire de mairie / assistant de direction / sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **8 350 €** | **12 600 €** |
| **G 2** | *Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents / agent d’accueil* | **…** | **…** | **7 950 €** | **12 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des agents sociaux territoriaux**

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des agents sociaux territoriaux est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Encadrement de proximité et d’usagers / sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **8 350 €** | **12 600 €** |
| **G 2** | *Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents* | **…** | **…** | **7 950 €** | **12 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles**

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Chaque agent est classé dans un groupe fonction correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Encadrement de proximité et d’usagers / sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **8 350 €** | **12 600 €** |
| **G 2** | *Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents* | **…** | **…** | **7 950 €** | **12 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des opérateurs des activités physiques et sportives**

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les opérateurs des activités physiques et sportives.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des opérateurs des activités physiques et sportives est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Encadrement de proximité et d’usagers / sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **8 350 €** | **12 600 €** |
| **G 2** | *Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents* | **…** | **…** | **7 950 €** | **12 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des adjoints territoriaux d’animation**

Vus les arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d’Etat transposables auxadjoints territoriaux d’animation.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonction correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des adjoints territoriaux d’animationest réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Encadrement de proximité et d’usagers / sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **8 350 €** | **12 600 €** |
| **G 2** | *Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents* | **…** | **…** | **7 950 €** | **12 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des adjoints techniques territoriaux**

Vu les arrêtés du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps d’adjoints techniques des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des adjoints techniques territoriaux est réparti en 2 groupes fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Encadrement de proximité et d’usagers / sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **8 350 €** | **12 600 €** |
| **G 2** | *Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents* | **…** | **…** | **7 950 €** | **12 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des agents de maîtrise territoriaux**

Vu les arrêtés du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps d’adjoints techniques des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents de maîtrise territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des agents de maîtrise territoriaux est réparti en 2 groupes fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Encadrement de proximité et d’usagers sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **8 350 €** | **12 600 €** |
| **G 2** | *Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents* | **…** | **…** | **7 950 €** | **12 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

* **Cadre d’emplois des adjoints du patrimoine :**

**Vu l’arrêté en date du 30 décembre 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints techniques d’accueil, de surveillance et de magasinage de l'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints territoriaux du patrimoine.**

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d’emplois des adjoints territoriaux du patrimoine est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montant plafond**  **IFSE** | **Montant**  **plafond**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global de la FPE**  **(agent logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)**  **(à répartir entre les deux parts)** |
| **G 1** | *Encadrement de proximité et d’usagers / sujétions / qualifications* | **…** | **…** | **8 350 €** | **12 600 €** |
| **G 2** | *Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents* | **…** | **…** | **7 950 €** | **12 000 €** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

*\*\*\*\*\**

***Autre possibilité :***

*Selon la taille de la collectivité et ses effectifs, il peut être plus lisible de n’établir qu’un seul tableau rassemblant l’ensemble des cadres d’emplois, dans ce cas :*

Les cadres d’emplois concernés au sein de la collectivité *(ou de l’établissement)* et énumérés ci-dessus sont répartis dans les groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montants plafonds**  **IFSE** | **Montants**  **plafonds**  **CIA** |
| **A1** | *DGS / Secrétariat de mairie catégorie A* | **…** | **…** |
| **A2** | *DGA / Direction d’un Pôle / Responsable de plusieurs services* | **…** | **…** |
| **A3** | *Responsable d’un service / encadrement de proximité et d’usagers* | **…** | **…** |
| **A4** | *Adjoint responsable de service / fonction de coordination ou de pilotage / chargé de mission* | **…** | **…** |
| **B1** | *Direction d’une structure / responsable de pôle, d’un ou plusieurs services / secrétaire de mairie* | **…** | **…** |
| **B2** | *Adjoint au responsable de structure / fonction de coordination ou de pilotage* | **…** | **…** |
| **B3** | *Encadrement de proximité, d’usagers / assistant de direction / gestionnaire* | **…** | **…** |
| **C1** | *Encadrement de proximité et d’usagers / secrétaire de mairie / assistant de direction* | **…** | **…** |
| **C2** | *Exécution / agent d’accueil* | **…** | **…** |

*Les groupes de fonctions proposés ne sont que des illustrations. Ils nécessitent d’être adaptés aux réalités de la collectivité.*

1. **Modulations individuelles :**

* **1) Part fonctionnelle (IFSE) :**

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d’expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l’exercice de leurs missions, conformément aux critères définis ci-dessus (voir II).

Le montant individuel dépend du rattachement de l’emploi occupé par un agent à l’un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

\*\*\*\*\*

**Valorisation financière de l’expérience professionnelle :**

Les collectivités ont la possibilité de bonifier la part de l’IFSE en prenant en compte l’expérience professionnelle de l’agent lors de la mise en place du RIFSEEP ou lors d’un recrutement.

La valorisation financière de l’expérience professionnelle au titre de l’IFSE permet que des agents appartenant au même grade et au même groupe de fonctions puissent bénéficier d’un taux d’IFSE différent.

(Exemple : recrutement externe d’un gestionnaire RH justifiant de 10 ans d’expérience sur le même poste, alors que la collectivité recruteuse compte déjà dans ses effectifs un gestionnaire RH avec 4 ans d’expérience et qui perçoit à ce titre une part IFSE de 100,00 € par mois, la prise en compte de l’expérience professionnelle permettrait à la collectivité de verser une part d’IFSE plus importante à l’agent recruté alors qu’elle effectuera les mêmes missions que l’agent déjà en poste).

Valoriser financièrement l’expérience professionnelle peut répondre à différents objectifs :

* Encourager la montée en compétences des agents déjà en poste ;
* Représenter un outil de motivation (notamment lors du réexamen voir ci-dessous) ;
* Servir de variable d’ajustement dans le cadre d’un recrutement à condition que le recruté dispose d’expérience ;
* Servir de variable d’ajustement pour régler les situations d’adaptation de la rémunération aux fonctions exercées.

Dans ce cas, il faut préciser dans la délibération :

*Ce montant individuel pourra également être bonifié en prenant en compte l’expérience professionnelle antérieurement acquise dans le secteur privé ou public par l’agent.*

*L’expérience professionnelle est assimilée à :*

* *Toutes expériences professionnelles qui ont permis d’acquérir des connaissances et des compétences par l’exercice pratique de missions exclusivement similaires avec celles qui seront occupées dans la collectivité,*
* *La connaissance de l’environnement direct du poste (interlocuteurs, partenaires, circuits de décisions) ou plus largement l'environnement territorial,*
* *La capacité à mobiliser des savoirs et savoir-faire acquis au cours de l'expérience antérieure,*
* *…*

*Cette bonification ne pourra pas représenter plus de … % (définir le % ex : 20%) du montant de la part d’IFSE initialement fixée pour l’exercice des fonctions considérées et dans la limite des plafonds fixés ci-dessus.*

*Pour bénéficier de cette bonification, l’agent devra justifier par tout moyen de son expérience professionnelle et de l’exercice effectif desdites missions (fiche de poste, contrat de travail, certificat de travail …).*

*\*\*\*\*\**

Ce montant fait l’objet d’un réexamen :

* pour les emplois fonctionnels, à l’issue de la première période de détachement ;
* en cas de changement de fonctions ou d’emploi ;
* en cas de changement de grade ou de cadre d’emplois à la suite d’une promotion, d’un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d’un concours ;
* au moins tous les … *(minimum tous les 4 ans)* ans en fonction de l’expérience acquise par l’agent dans ses fonctions.

Dans ce dernier cas, le montant individuel d’IFSE pourra être modulé à la hausse *ou à la baisse* dans la limite de … % *(définir le % qui ne peut être que marginal ex : 10%)* en fonction de l’expérience professionnelle acquise ou non par l’agent dans ses fonctions au sein de la collectivité et selon les critères suivants :

* *l’approfondissement de sa connaissance de l’environnement de travail et des procédures ;*
* *l’amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation ;*
* *les formations suivies (et liées au poste) ;*
* *la gestion d’un évènement exceptionnel permettant de renforcer ses acquis ;*
* *…*

(**Rappel :** les textes ne définissent pas la notion d’expérience professionnelle, il revient à la collectivité de la définir dans sa délibération. **L’expérience professionnelle doit absolument être distinguée de l’ancienneté, cette dernière notion étant reflétée par les avancements d’échelons**)

Le principe du réexamen du montant de l’IFSE n’implique pas pour autant une revalorisation automatique.

La part fonctionnelle de la prime sera versée *mensuellement sur la base d’un douzième du montant annuel individuel attribué* *(ou annuellement ou semestriellement)* et proratisée en fonction du temps de travail.

* **2) Part liée à l’engagement professionnel et à la manière de servir (CIA) :**

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l’investissement de l’agent appréciés lors de l’entretien professionnel (*selon les critères fixés dans le formulaire de fiche d’entretien professionnel applicable dans la collectivité)*.

\*\*\*\*\*

***Ou*** *selon les critères suivants :*

* *Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;*
* *Les compétences professionnelles et techniques ;*
* *Les qualités relationnelles ;*
* *La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur ;*
* *La valeur professionnelle de l’agent (adaptation, motivation, implication) ;*
* *La capacité à travailler en équipe ;*
* *Le sens du service public ;*
* *…*

**\*\*\*\*\***

Il est proposé d’attribuer individuellement aux agents un cœfficient de prime appliqué au montant de base et pouvant varier de 0 à 100%. *(Il est possible d’ajuster les paramètres de modulation de la part liée aux résultats, ex : de 10 à 100 %)*.

Le pourcentage du montant plafond déterminant le montant individuel est fixé par un arrêté individuel de l’autorité territoriale.

Le pourcentage attribué sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d’évaluation.

**\*\*\*\*\***

***Ou ne pas faire de référence à des pourcentages :***

*Le montant individuel du CIA est laissé à l’appréciation de l’autorité territoriale en fonction des résultats de l’évaluation professionnelle et de la manière de servir de l’agent.*

*Le montant du CIA est fixé par un arrêté individuel de l’autorité et ne sera pas reconductible automatiquement d’une année sur l’autre.*

\*\*\*\*\*

La part liée à la manière de servir sera versée annuellement *(mensuellement ou semestriellement)* et proratisée en fonction du temps de travail.

1. **La transition entre l’ancien et le nouveau régime indemnitaire :**

* **Le cumul avec d’autres régimes indemnitaires :**

Selon l’article 5 du décret **n° 2014-513 du 20 mai 2014** : « *l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget* ».

Ainsi, l’IFSE est non cumulable avec les primes et indemnités de même nature et notamment :

* L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
* La prime de rendement,
* L'indemnité de fonctions et de résultats (PFR),
* L’indemnité d'administration et de technicité (IAT),
* L'indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP),
* La prime de service et de rendement (P.S.R.),
* L’indemnité spécifique de service (I.S.S.),
* La prime de fonction informatique,
* …

Il convient donc d’abroger la (ou les) délibération(s) suivante(s) :

* délibération n° … en date du … instaurant la prime de fonctions et de résultats *(la PFR étant abrogée au 1er janvier 2016*),
* *délibération n° … en date du … instaurant…*

*\*\*\*\*\**

**Remarque :**

Dans l’hypothèse où l’ensemble des effectifs d’une collectivité relèverait des cadres d’emplois aujourd’hui transposables, cette dernière aura la possibilité d’abroger la (ou les) délibération(s) instaurant son ancien régime indemnitaire.

Toutefois, les collectivités comptant dans leurs effectifs des grades non encore ou pas concernés par cette réforme (voir page 3 ci-dessus) devront conserver en l’état les régimes indemnitaires de ces agents dans l’attente de la parution des textes.

Dans ce cas, il vous est alors conseillé, dans un souci de lisibilité, d’abroger votre (ou vos) délibération(s) et de prendre une délibération sur le RIFSEEP et d’établir une nouvelle délibération sur les primes ou indemnités pour les cadres d’emplois non transposables (comme pour la filière police municipale).

*\*\*\*\*\**

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

* L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.) ;
* Les dispositifs d'intéressement collectif ;
* Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, etc.) ;
* Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes …) ;
* les primes régies par l’article L. 714-11 du code général de la fonction publique (prime annuelle, 13ème mois, …) ;
* L’indemnité forfaitaire complémentaire pour élections ;
* La N.B.I. ;
* La prime de responsabilité versée au DGS.
* **Sur le maintien du régime indemnitaire antérieur des agents :**

Conformément à l’article L. 714-8 du code général de la fonction publique : « *Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics peuvent décider de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire* ».

***1ère possibilité : Maintien du montant antérieur dans l’IFSE***

*Les agents relevant des cadres d’emplois énumérés ci-dessus conserveront le montant indemnitaire qu’ils percevaient mensuellement avant la mise en place du RIFSEEP au titre de l’IFSE et ce même si ce montant venait à dépasser les plafonds annuels fixés ci-dessus par cadres d’emplois.*

*Ce maintien indemnitaire individuel perdure jusqu’à ce que l’agent change de fonctions ou en cas de réexamen en fonction de l’expérience acquise par l’agent (voir III 1) ci-dessus).*

*Cette garantie ne fait pas obstacle à une revalorisation du montant de l’IFSE perçu par l’intéressé dans la limite des montants plafonds annuels fixés ci-dessus.*

*Toutefois et dans le cas où ce maintien indemnitaire individuel dépasserait les montants plafonds annuels fixés par la collectivité, ce montant ne pourra pas faire l’objet d’une réévaluation à la hausse en fonction de l’expérience acquise par l’agent.*

**Exemple :**

Dans l’hypothèse où une collectivité souhaite fixer des plafonds « réalistes » par rapport à ses possibilités financières mais qu’un agent bénéficierait d’un régime indemnitaire antérieur plus avantageux par rapport aux nouveaux plafonds.

Exemple de plafonds annuels fixés pour le cadre d’emplois des adjoints administratifs par une collectivité sans logement de fonction :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montants plafonds**  **IFSE** | **Montants**  **plafonds**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)** |
| **Groupe 1** | Secrétaire de mairie | **1 200 €** | **1 000 €** | **12 600 €** |
| **Groupe 2** | Exécution / agent d’accueil | **600 €** | **500 €** | **12 000 €** |

L’ancien régime indemnitaire de la secrétaire de mairie perçu en 2016 (IAT + IEMP) s’élève à 1 500 € par an.

La collectivité maintiendra donc à titre individuel ce montant au titre de l’IFSE, alors qu’il est supérieur au plafond de 1 200 €.

Cependant, en cas de départ de l’agent ou de changement de fonctions, la nouvelle secrétaire de mairie ne pourra pas prétendre à percevoir plus de 1 200 € par an d’IFSE soit 100 € par mois.

A moyen terme, ce mécanisme pourra permettre à la collectivité de baisser sa masse salariale.

**\*\*\*\*\***

***2ème possibilité : maintien du montant antérieur dans l’IFSE et le CIA***

*Les agents relevant des cadres d’emplois énumérés ci-dessus conserveront le montant indemnitaire qu’ils percevaient annuellement avant la mise en place du RIFSEEP à hauteur de … % (définir le % ex : 80 %) au titre de l’IFSE.*

*Les … % (définir le % ex : 20 %) restants seront affectés au titre du CIA. Ainsi, un agent donnant parfaite satisfaction notamment au vu des critères fixés au III 2), bénéficiera d’un maintien de son régime indemnitaire.*

(**Attention :** Cette possibilité a l’avantage de ne pas créer de dépense supplémentaire pour la collectivité lorsqu’elle souhaite mettre en place le CIA. Par contre, si la collectivité versait mensuellement le régime indemnitaire des agents, ces derniers verront mécaniquement leurs rémunérations nettes mensuelles diminuer.

Ce problème ne se posera pas si la collectivité versait son ancien régime indemnitaire annuellement ou si la collectivité décide de verser le CIA mensuellement)*.*

**Exemple :**

Exemple de plafonds annuels fixés pour le cadre d’emplois des adjoints administratifs dans une collectivité sans logement de fonction :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes de fonctions** | | **Montants plafonds**  **IFSE** | **Montants**  **plafonds**  **CIA** | **Dans la limite du plafond global FPE (agent non logé)** |
| **Groupe 1** | Secrétaire de mairie | **1 200 €** | **1 000 €** | **12 600 €** |
| **Groupe 2** | Exécution / agent d’accueil | **600 €** | **500 €** | **12 000 €** |

L’ancien régime indemnitaire de la secrétaire de mairie perçu en 2016 (IAT + IEMP) s’élève à 1.500 € par an et est versé mensuellement à hauteur de 125 €.

Lors de la mise en place du RIFSEEP, la collectivité décide de maintenir à hauteur de 70% ce montant au titre de l’IFSE, soit 1 050 € par an, soit 87,50 € par mois.

(Le delta entre les 1 050 € et les 1 200 € du plafond laissera à l’autorité territoriale une marge de manœuvre pour augmenter dans le futur le montant de l’IFSE en fonction de l’expérience professionnelle acquise par l’agent).

En cas de versement annuel du CIA, l’agent perdra donc mensuellement 37,50 € de régime indemnitaire qu’il pourra néanmoins récupérer annuellement via l’attribution d’une part de CIA de 450 €.

Dans cet exemple, le montant pourra même augmenter si l’autorité territoriale accorde un CIA égal au plafond fixé soit 1 000 € (soit 2 050 € de RI au total sur l’année).

Toutefois, dans l’hypothèse où la collectivité opterait pour un versement mensuel du CIA, l’agent ne subira aucune perte.

En effet dans notre exemple, l’agent percevrait 87,50 € par mois d’IFSE et 37,50 € par mois de CIA.

Chaque année, ce montant mensuel de CIA pourra être amené à varier à la hausse ou à la baisse selon l’engagement et la manière de servir de l’agent.

**\*\*\*\*\***

***Dernière possibilité : pas de maintien***

*Au vu des contraintes budgétaires de la collectivité et conformément au principe d’égalité de traitement entre agents appartenant à un même cadre d’emplois, les agents bénéficiaires ne conserveront pas le montant indemnitaire qu’ils percevaient mensuellement avant la mise en place du RIFSEEP et notamment dans l’hypothèse où un agent placé dans un groupe de fonction viendrait à percevoir un montant anormalement élevé par rapport aux agents du même groupe et ce dans un souci d’équité et de cohérence.*

1. **Modalités de maintien ou de suppression :**

Durant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité ou adoption et accident de travail les primes sont maintenues intégralement.

En cas de congé de maladie ordinaire, de temps partiel thérapeutique et de période préparatoire au reclassement, les primes suivent le sort du traitement.

En cas de congé de longue maladie et grave maladie, le versement du régime indemnitaire est maintenu à raison de 33 % la première année et de 60 % les deux années suivantes.

***Jusqu’au 1er septembre 2024, l’IFSE devait être suspendue pendant les CLM et CGM. Cette modification est propre à la fonction publique d’Etat. S’il est possible de s’aligner, il importe toutefois de vérifier la politique en matière de prévoyance.***

En cas de congé longue durée, le versement du régime indemnitaire est suspendu.

Toutefois, lorsque l’agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d’une demande présentée au cours d’un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

L’IFSE n’est pas versée en cas d’absence irrégulière, dans le cadre de l’exercice du droit de grève, en cas d’exclusion temporaire disciplinaire et de suspension.

*\*\*\*\*\**

**Autre possibilité :**

**La collectivité peut également décider de lier la modulation des primes à l’absentéisme :**

*Le montant de l’IFSE suit le sort du traitement, puis sera diminué, à raison de 1/30ème par jour d’absence :*

* *De … % (définir le %) au delà du …ème jour d’absence (définir le nombre de jour) sur l’année civile.*
* *De … % (définir le %) au delà du …ème jour d’absence (définir le nombre de jour) sur l’année.*

*Toutefois, les congés maternité, d’adoption ou paternité, les arrêts consécutifs aux accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles n’entraîneront pas de réduction du régime indemnitaire.*

*En cas de congé de longue maladie, grave maladie, longue durée le versement de l’IFSE sera suspendu.*

*Le montant du CIA a vocation à être réajustée, après chaque entretien professionnel et il appartient à l’autorité territoriale d'apprécier si l'impact de l’absence sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par une baisse.*

*\*\*\*\*\**

**Autre possibilité :**

*Le montant de l’IFSE suit le sort du traitement, puis sera diminué, à raison de 1/30ème par jour d’absence au-delà du … ème jour (définir le nombre de jour) de congé de maladie ordinaire décompté sur l’année civile, à l’exclusion, des congés d’adoption, des congés de maternité ou paternité, des arrêts consécutifs aux accidents du travail ou de trajet et de maladies professionnelles.*

*Le montant sera également réduit de 1/30ème pour chaque jour d’absence injustifiée.*

*En cas de congé de longue maladie, grave maladie, longue durée le versement du régime indemnitaire sera suspendu.*

*Le montant du CIA a vocation à être réajustée, après chaque entretien professionnel et il appartient à l’autorité territoriale d'apprécier si l'impact de l’absence sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par une baisse.*

1. **Revalorisation :**

Les montants plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l’Etat.

1. **Date d’effet :**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l’Etat et publication et ou notification.

1. **Crédits budgétaires :**

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012

1. **Voies et délais de recours :**

Le Maire (*ou le Président*) certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d’Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l’Etat et de sa publication.

**L’Assemblée Délibérante**

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE** :

* d’instaurer à compter du ... pour les fonctionnaires (*ou agents*) relevant des cadres d’emplois ci-dessus :
* une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l’expertise (IFSE)
* un complément indemnitaire annuel (CIA)
* d’inscrire chaque année les crédits correspondants au budget de l’exercice courant, chapitre 012.